



CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Appel d'Offres Ouvert National

A majoration n°05/CCISTTA/2026 du 06/07/2026 à 11 :30

Relatif à :

**LA REALISATION DES PRESTATIONS D'ENTRETIEN ET DE NETTOYAGE DES
LOCAUX ADMINISTRATIFS AU PROFIT DE LA CHAMBRE DE COMMERCE,
D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE TANGER TETOUAN AL HOCEIMA A TANGER
TETOUAN AL HOCEIMA LARACHE OUAZZAN FAHS ANJRA**

En Lot unique

**Appel d'offres ouvert national à majoration passé en application de l'article 8, paragraphe 1 alinéa 1 et
paragraphe 3 l'alinéa (a) de l'article 19 et l'alinéa (a) du paragraphe 3 de l'article 20 du décret n° 2-22
431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.**

EXERCICE BUDGÉTAIRE 2026



Table des matières

CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES	3
ARTICLE 1 : OBJET	3
ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	3
ARTICLE 4 : VALIDITE DU MARCHÉ	3
ARTICLE 5 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ	3
ARTICLE 6 : NATURE ET CARACTERE DES PRIX	4
ARTICLE 7 : CAUTIONNEMENTS- RETENUE DE GARANTIE	4
ARTICLE 8 : DUREE DU MARCHÉ / DELAI D'EXECUTION	5
ARTICLE 9 : PENALITES	5
ARTICLE 10 : DELAI DE GARANTIE	5
ARTICLE 11 : MODALITE DE RECEPTION DU MARCHÉ	5
ARTICLE 12 : MODALITES DE REGLEMENT	6
ARTICLE 13 : ELECTION DE DOMICILE	6
ARTICLE 14 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES	6
ARTICLE 15 : NANTISSEMENT	7
ARTICLE 16 : SOUS-TRAITANCE	7
ARTICLE 17 : MODALITES DE SUIVI D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
ARTICLE 18: SECRET PROFESSIONNEL, SECURITE, CONFIDENTIALITE DES DONNEES ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	7
ARTICLE 19 : RESILIATION DU MARCHÉ ET SES CONSEQUENCES	8
ARTICLE 20 : LITIGES	8
ARTICLE 21 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION	8
ARTICLE 22: CAS DE FORCE MAJEURE	8
ARTICLE 23: AVANCE	8
ARTICLE 24: RECOURS A LA MAIN D'ŒUVRE LOCALE	8
ARTICLE 25 : FRAIS D'ENREGISTREMENT	9
ARTICLE 26 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX	9
ARTICLE 27 : NOTIFICATION ET COMMUNICATION	9
CHAPITRE 2 : SPECIFICATIONS DES EXIGENCES DES PRESTATIONS	10
ARTICLE 28 : CONTEXTE	10
ARTICLE 29 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS	10
ARTICLE 30 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	11
ARTICLE 31 : OBLIGATIONS DES PARTIES	13
ARTICLE 32 : CONTROLE DES PRESTATIONS	14



CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES

ARTICLE 1 : OBJET

Le présent appel d'offres ouvert national à majoration sur offres de prix n°05/CCISTTA/2026 a pour objet la passation d'un marché reconductible n°05/CCISTTA/2026 pour objet la prestation « **Réalisation des prestations d'entretien et de nettoyage des locaux administratifs au profit de la Chambre de Commerce, d'Industrie et de Services de Tanger Tétouan Al Hoceima** » à Tanger, Tétouan, Al Hoceima, Larache, Ouazzane, Fahs Anjra.» en lot unique.

ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage du marché, qui sera passé suite au présent appel d'offres, est la Chambre de Commerce, d'Industrie et de Services de la Région Tanger Tétouan AL Hoceima (CCIS TTA). Il sera désigné ci-après par "Maître d'Ouvrage".

ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont celles énumérées ci-après :

1. L'acte d'engagement,
2. Le cahier des prescriptions spéciales (CPS),
3. Le bordereau des prix –détails estimatifs,
4. Le cahier des clauses administratives générales CCAG-EMO.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché qui découlera du présent appel d'offres, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci- dessus.

ARTICLE 4 : VALIDITE DU MARCHÉ

Le marché issu du présent appel d'offres ne sera valable et définitif qu'après son approbation par l'autorité compétente et son visa par le Contrôleur d'Etat lorsque son visa est requis.

ARTICLE 5 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ

En application de l'article 143 du décret n°2-22-431 précité, l'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante (60) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Lorsque le délai de validité des offres est prorogé conformément aux dispositions de l'article 36 du décret précité, le délai de notification de l'approbation visé au premier alinéa ci-dessus est prorogé d'une période supplémentaire qui ne peut dépasser la période de prorogation de validité des offres fixée par le maitre d'ouvrage et acceptée par les concurrents.

Sans préjudice des dispositions de l'article 36 du décret n°2-22-431 précité, le maitre d'ouvrage peut, le cas échéant, demander à l'attributaire, de proroger la validité de son offre d'une durée supplémentaire ne dépassant pas trente jours. A cet effet, il lui fixe une date limite pour faire connaitre sa réponse. Cette demande doit être adressée à l'attributaire, avant l'expiration du délai de validité, par voie recommandée avec accusé de réception.

L'attributaire, dûment saisi, doit faire connaitre sa réponse, par tout moyen pouvant donner date certaine, avant l'expiration de la date limite qui lui est impartie par le maitre d'ouvrage.

Si l'attributaire accepte le nouveau délai proposé, il reste engagé vis-à-vis du maitre d'ouvrage pendant ce nouveau délai.

Si l'attributaire ne donne pas son accord à la demande de prorogation du délai de validité de son offre ou s'il ne répond pas dans le délai qui lui est imparti par le maitre d'ouvrage, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire au plus tard quarante-huit heures à compter de la date de réception de la réponse de l'attributaire ou à l'expiration du délai qui lui est imparti. Dans ce cas, il est procédé à l'annulation de la procédure.

Dans tous les cas, l'approbation du marché ne doit être apposée par l'autorité compétente qu'après l'expiration d'un délai d'attente d'une durée de quinze (15) jours à compter du jour suivant la date d'achèvement des travaux de la commission d'ouverture des plis.



ARTICLE 6 : NATURE ET CARACTERE DES PRIX**a. Nature des Prix :**

Le marché qui découlera du présent appel d'offres est à prix unitaires.

Le marché à prix unitaires est celui dans lequel les prestations sont décomposées, sur la base d'un détail estimatif établi par le maître d'ouvrage, en différents postes avec indication pour chacun d'eux du prix unitaire proposé. Les sommes dues au titre du marché sont calculées par application des prix unitaires aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

b. Caractère des prix :

Les prix établis par le prestataire sont réputés comprendre le bénéfice ainsi que tous droits, impôts, taxes, frais généraux, et d'une façon générale toutes les dépenses induites par la prestation objet du marché jusqu'à l'exécution de celle-ci.

Le marché qui découlera du présent appel d'offres est passé à prix ferme et non révisable. Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix du règlement.

ARTICLE 7 : CAUTIONNEMENTS- RETENUE DE GARANTIE

Le cautionnement provisoire : le cautionnement provisoire est fixé à la somme de **Dix mille dirhams (10.000,00) dirhams.**

Le cautionnement provisoire reste acquis à l'Etablissement notamment dans les cas suivants :

- si l'offre du concurrent est écartée pour les motifs prévus aux a), b), c), d) ou e) du B) du paragraphe 9 du II) de l'article 43 du décret n°2-22-431 précité ;
- si le concurrent retire son offre pendant le délai de validité des offres prévu à l'article 36 du décret n°2-22-431 précité ;
- si l'attributaire refuse de signer le marché ;
- si le titulaire refuse d'accuser réception de l'approbation du marché qui lui est notifiée dans le délai fixé à l'article 143 du décret n° 2-22-431 précité ;
- si le titulaire ne réalise pas le cautionnement définitif dans le délai prévu ci-après.

Le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché après que le titulaire ait réalisé le cautionnement définitif, sauf application des dispositions prévues ci-dessus.

Le cautionnement définitif : le cautionnement définitif est fixé à 3% (trois pour cent) du montant initial du marché. Il doit être constitué dans les trente (30) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché.

Le cautionnement définitif reste affecté à la garantie des engagements contractuels du titulaire du marché jusqu'à la réception définitive des prestations. La mainlevée sur le cautionnement définitif sera prononcée par la CCISTTA conformément à la réglementation en vigueur.

Conformément aux dispositions de l'article 150 du décret des marchés publics, en cas de groupement, le cautionnement provisoire et le cautionnement définitif peuvent être souscrits sous l'une des formes suivantes :

- a) Au nom collectif du groupement ;
- b) Par un ou plusieurs membres du groupement pour la totalité du cautionnement ;
- c) En partie par chaque membre du groupement de telle sorte que le montant du cautionnement soit souscrit en totalité.

Dans les cas prévus aux b) et c) ci-dessus, le récépissé du cautionnement provisoire et définitif ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu doivent préciser qu'ils sont délivrés dans le cadre d'un groupement et, en cas de défaillance, le montant dudit cautionnement reste acquis au maître d'ouvrage abstraction faite du membre défaillant.

La retenue de garantie : Il n'est pas prévu de retenue de garantie au titre du marché qui découlera du présent appel d'offres.



ARTICLE 8 : DUREE DU MARCHE / DELAI D'EXECUTION

Le marché reconductible passé suite au présent appel d'offre est conclu pour une durée de douze mois (12 mois). Il prendra effet la première année à compter du lendemain de la date de notification de l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations. Il sera renouvelable par tacite reconduction d'année en année, sans que la durée totale n'excède (03) trois années.

La durée du marché reconductible court à compter de la date de commencement de l'exécution des prestations prévue par ordre de service.

La non reconduction du présent marché reconductible est prise à l'initiative de l'une des deux parties contractantes moyennant un préavis adressé trois (03) mois avant la fin de chaque année contractuelle. La non reconduction donne lieu à la résiliation du marché.

Le délai d'exécution dudit marché commence à courir à partir du lendemain de la date notification de l'ordre de service prescrivant le commencement de l'exécution du marché pour une durée d'une année, renouvelable d'année en année par tacite reconduction sans que sa durée total ne dépasse trois (03) années

La non reconduction du présent marché donne lieu à sa résiliation, elle peut être prise à l'initiative de l'une des deux parties contractantes selon les conditions suivantes :

Par le maître d'ouvrage : moyennant à un préavis d'un mois qui sera notifié au prestataire du marché.

Par le prestataire : ce dernier doit avertir le maître d'ouvrage par lettre recommandée avec accusé de réception, quatre-vingt-dix (90) jours avant l'échéance du délai contractuel fixé.

ARTICLE 9 : PENALITES

A défaut d'avoir terminé les prestations dans les délais prescrits, il sera appliqué au titulaire du marché une pénalité par jour calendaire de retard de **1 % (un pour mille) du montant du marché** modifié ou complété éventuellement par les avenants intervenus.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au prestataire.

Le montant total de ces pénalités est plafonné à **dix pour cent (10 %) du montant du marché** éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, la CCIS TTA est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG-EMO.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le titulaire de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du marché.

ARTICLE 10 : DELAI DE GARANTIE

Il n'est pas prévu de délai de garantie au titre du marché qui découlera du présent appel d'offres.

ARTICLE 11 : MODALITE DE RECEPTION DU MARCHE

Si les prestations objet du marché découlant du présent appel d'offres ont été exécutées conformément au descriptif du présent CPS, le maître d'ouvrage procédera à la :

1- Réception provisoire partielle :

A la fin de chaque trimestre, en application de l'article 47 du CCAG-EMO, le maître d'ouvrage s'assure en présence du prestataire de services de la conformité des prestations de services aux spécifications techniques du marché et prononcera la réception provisoire partielle.

Un procès-verbal de réception provisoire sera dressé et signé par le maître d'ouvrage ou son représentant.

La dernière réception provisoire partielle tient lieu de réception provisoire globale du marché.

2- Réception définitive :

A l'expiration de la durée annuelle du marché reconductible, et après la réception provisoire partielle des prestations du dernier trimestre, le maître d'ouvrage procédera à la réception définitive des prestations, en signant conjointement avec le titulaire du présent marché, un procès-verbal de réception définitive.



ARTICLE 12 : MODALITES DE REGLEMENT

Le paiement des sommes dues au titulaire au titre du présent marché sera effectué trimestriellement pour les prestations effectivement réalisés, selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions ci-après.

1. A la fin de chaque trimestre et une fois la réception des prestations prononcée le titulaire doit déposer des factures en Trois (3) exemplaires arrêtée en toutes lettres et comportant sa signature, son cachet et son numéro de compte bancaire R.I.B et autres documents nécessaires la facture décrivant les prestations effectuées et indiquant les quantités réalisées, le montant total à payer ainsi que tous les éléments nécessaires à la détermination de ce montant appuyée par le procès-verbal de réception partielle trimestrielle.

Le Maître d'ouvrage établi, à la fin de chaque année budgétaire, un décompte définitif partiel à hauteur du montant des prestations réalisées au titre de la période considérée et un décompte définitif et général à la fin de la dernière période du marché reconductible, à hauteur du montant des prestations réalisées au titre de la durée totale du marché

A) Toute facture déposée, doit être obligatoirement accompagnée des pièces justifiant le virement bancaire mensuel à chaque employé, dans le cadre du présent marché, d'un salaire égal ou supérieur au SMIG et des charges sociales, à savoir :

- L'attestation de police d'assurance mentionnant le nombre des assurés.
- Liste nominative (avec copies de la CIN) mensuelle de tous les agents affectés à la CCISTTA précisant les journées travaillées ;
- le bordereau de déclaration des salaires de la CNSS concernant les agents engagés au titre de l'exécution des prestations du marché, la pièce délivrée par la CNSS (attestation des salariés) attestant la déclaration effective, sous forme de liste nominative, de tous les agents employés dans le cadre du présent marché.
- le Bordereau de paiement des cotisations des agents affectés audit marché ;
- les avis de virement bancaires attestant les virements des salaires des agents engagés durant le mois considéré ;
- les attestations de RIB des agents affectés à la CCISTTA ;
- les bulletins de paie du personnel ;

2. Après vérification et certification et liquidation de la facture sur la base des pièces justificatives du service fait, le maître d'ouvrage après réception du décompte provisoire y afférent dument signé, procède avec une promptitude raisonnable aux formalités nécessaires au mandatement de la somme due au titulaire. Le montant à mandater est calculé par application des prix unitaires du bordereau des prix-détail estimatif aux prestations effectivement réalisé, en tenant compte, le cas échéant, de l'application des pénalités de retard et de la répercussion de la variation du taux de la T.V.A.

3. Sur ordre du maître d'ouvrage, la liquidation des sommes dues sera effectuée par virement au compte bancaire désigné par le prestataire dans son acte d'engagement.

ARTICLE 13 : ELECTION DE DOMICILE

A défaut par le prestataire de satisfaire aux obligations qui lui sont imposées par l'article 17 du CCAG-EMO, toutes les notifications qui se rapportent au marché auquel donnera lieu le présent cahier des prescriptions spéciales seront valablement faites à son domicile, figurant dans son acte d'engagement.

En cas de changement de domicile, le prestataire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par accusé de réception dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE 14 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES

Le prestataire doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement de l'exécution des prestations du marché qui découlera du présent appel d'offres, les attestations des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et précisant leurs dates de validité, et ce, conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO, tel qu'il a été modifié et complété.



ARTICLE 15 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, sont appliquées les dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II (19 février 2015), étant précisé que :

- La liquidation des sommes dues par le maître d'ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins de M. le Président de la CCIS TTA ou par la personne ayant reçu délégation à cet effet ;
- Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité ;
- Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13 ;
- Les paiements prévus au marché seront effectués par le Trésorier Payeur de la CCIS TTA, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché ;
- Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en un exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

ARTICLE 16 : SOUS-TRAITANCE

Aucune sous-traitance n'est autorisée dans le cadre du marché issu du présent appel d'offres.

ARTICLE 17 : MODALITES DE SUIVI D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le suivi de l'exécution du marché qui découlera du présent appel d'offres sera fait par un Comité relevant du Département Administratif et Financier de la CCISTTA, dûment désigné par le Maître d'ouvrage.

- Le suivi de l'exécution du marché;
- S'assurer de la conformité de la prestation eu égard aux spécifications du bordereau des prix détail estimatif;
- Etablir les PV de réception partielle, provisoire et définitive ;
- Attester la constatation du service fait.

ARTICLE 18: SECRET PROFESSIONNEL, SECURITE, CONFIDENTIALITE DES DONNEES ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Le titulaire et son personnel sont tenus au secret professionnel pendant toute la durée du marché et après son achèvement sur les renseignements et documents recueillis ou portés à leur connaissance à l'occasion de l'exécution du marché sans autorisation préalable du maître d'ouvrage, ils ne peuvent communiquer à des tiers la teneur de ces renseignements et documents. En plus, ils ne peuvent faire un usage préjudiciable au maître d'ouvrage des renseignements qui leur sont fournis pour accomplir leurs missions.

À ce titre, le prestataire et l'ensemble de ses collaborateurs ou sous-traitants sont tenus :

1. Obligation générale de confidentialité

- Au **secret professionnel**, pendant toute la durée du marché et après son achèvement ;
- À **ne divulguer aucune information** recueillie ou transmise dans le cadre de l'exécution du marché, sans autorisation écrite préalable du maître d'ouvrage ;

2. Légalité et conformité

- Le prestataire s'engage à respecter les lois marocaines en vigueur.

3. Responsabilité

Il reconnaît qu'en cas de manquement, sa **responsabilité civile et pénale** pourra être engagée, sans préjudice du droit de la CCIS TTA à **résilier immédiatement** le marché sans indemnité.



ARTICLE 19 : RESILIATION DU MARCHE ET SES CONSEQUENCES

Le marché est résilié dans les cas prévus par le CCAG-EMO et par le décret n° 2-22-431 précité.
La résiliation du marché ne fera obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au prestataire en raison de ses fautes ou infractions.

ARTICLE 20 : LITIGES

Tout litige entre la CCIS TTA et le prestataire, qui ne peut être réglé à l'amiable, est soumis aux tribunaux compétents relevant de Tanger.

ARTICLE 21 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Le prestataire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché qui résultera du présent appel d'offres.

Le prestataire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du marché qui résultera du présent appel d'offres et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du marché qui résultera du présent appel d'offres.

ARTICLE 22: CAS DE FORCE MAJEURE

Conformément à l'article 32 du CCAG EMO, lorsque le titulaire du marché justifie être dans l'impossibilité d'exécuter le marché par la survenance d'un événement de force majeure telle que définie par les articles 268 et 269 du dahir du 9 ramadan 1331 (12 août 1913) formant code des obligations et contrats, il peut en demander la résiliation.

ARTICLE 23: AVANCE

Le Maître d'Ouvrage versera au titulaire du marché une avance dont le montant et les conditions sont définis par le décret n° 2.14.272 du 14 Rajeb 1435 (14 mai 2014) relatif aux avances dans les marchés publics.

Le titulaire du marché est tenu de constituer, préalablement à l'octroi de l'avance, une caution personnelle et solidaire s'engageant avec lui à rembourser la totalité du montant de l'avance.

Conformément à l'article 5 du décret n°2-14-272 relatif aux avances en matière de marchés publics, le montant de l'avance est fixé à 10% du montant du marché toutes taxes comprises (TTC).

Le remboursement de l'avance commence dès que le montant des sommes payées atteint 30% du montant initial du marché.

Le remboursement du montant total de l'avance doit être effectué lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire du marché atteint 80% du montant initial du marché.

En cas de résiliation du marché quelque soit la cause, la liquidation du remboursement de l'avance est immédiatement effectuée sur les sommes dues à l'entreprise ou à défaut sur la caution personnelle et solidaire.

En cas de sous-traitance survenue après versement de l'avance, la part de l'avance correspondante au montant des prestations sous traitées, doit être prélevée immédiatement en totalité sur les sommes dues au titulaire.

En cas de nantissement du marché, les attestations des droits constatés doivent tenir compte du montant de l'avance versée au titulaire du marché.

ARTICLE 24: RECOURS A LA MAIN D'ŒUVRE LOCALE

Le titulaire s'engage à recourir à la main-d'œuvre locale pour l'exécution des prestations objet du marché.

Le taux de recours à la main d'œuvre locale est fixé à vingt pour cent (20%) de l'effectif requis pour la réalisation de ces prestations.

On entend par « main d'œuvre locale » la main d'œuvre issue du commun lieu d'exécution des prestations objet du marché ou, le cas échéant, de la préfecture ou de la province ou de la région.



ARTICLE 25 : FRAIS D'ENREGISTREMENT

L'attributaire du marché supporte les frais de timbres et éventuellement les frais d'enregistrement des différentes pièces du marché issu du présent appel d'offres conformément aux stipulations de l'article 6 du CCAG-EMO, et tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 26 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX

Le prestataire est soumis aux dispositions des textes généraux énumérés ci-après :

- Le décret n°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics ;
- Le cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO) approuvé par le décret n° 2.01.2332 du 22 rabii 1er 1423 (4 juin 2002) ;
- Le décret n° 2-14-272 du 14 rajeb 1435 (14 mai 2014) relatif aux avances en matière des marchés publics ;
- Le décret Royal n° 330-66 du 21 avril 1967 portant règlement général de la comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété par le dahir n°1-76-629 du 25 chaoual 1397 (9 octobre 1977) et complété par le décret n°2-79-512 du 26 jourmada II 1400 (12 mai 1980) ;
- Le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii 11 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112- 13 relative au nantissement des marchés publics ;
- Le décret 2-07-1235 du 5 kaâda 1429 (4 novembre 2008) relatif au contrôle des dépenses de l'État ;
- Le décret n° 2-16-344 du 17 chaoual 1437 (22 Juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques tel qu'il a été complété ou modifié ;
- Le dahir n° 1.86.347 Rabii II 1406 (20 décembre 1985) portant promulgation de la loi 30.85 relative à la taxe sur la valeur ajoutée ;
- Le dahir n°1-03-195 du ramadan 1424 portant promulgation de la loi n°69-00 relative au contrôle financier de l'état sur les entreprises publiques et autres organismes ;
- Le dahir n°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics ;
- L'arrêté du Ministre Délégué auprès de la Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du Budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics ;
- La circulaire n°72/CAB du 26 novembre 1992 d'application du Dahir n°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics.
- Textes législatifs et réglementaires en vigueur relatifs au travail, à la sécurité sociale et aux accidents de travail ;
- Dahir du 25 Juin 1927 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail ;
- Dahir n°1-03-194 du 14 Rjeb 1424 (11 Septembre 2003) portant promulgation de la loi n° 65-99 relative au code du travail ;
- La loi n°65-00 portant code de la couverture médicale de base AMO ;
- Loi 18-12 relative à la réparation des accidents de travail.
- Tous les textes réglementaires rendus applicables à la date de la signature du marché.
- Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, les salaires de la main d'œuvre.

Cette liste n'est pas exhaustive et le prestataire de services devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas. Il ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues. Il est réputé connaître l'ensemble des textes énumérés.

ARTICLE 27 : NOTIFICATION ET COMMUNICATION

Les notifications et communications entre les parties qui se rapportent à l'exécution du présent marché sont valablement faites aux adresses indiquées ci-dessous.

Elles sont soit adressées par lettre recommandée avec accusé de réception, soit remises directement contre récépissé ou émargement donné par le destinataire.

Les notifications et communications peuvent être faites également par email confirmée. L'accusé de réception, le reçu ou l'émargement donné par le destinataire fait foi de la notification. La date de l'accusé de réception ou du récépissé est retenue comme date de notification de la décision ou de remise de la communication.



CHAPITRE 2 : SPECIFICATIONS DES EXIGENCES DES PRESTATIONS**ARTICLE 28 : CONTEXTE**

La Chambre de Commerce, d'Industrie et de Services de la Région Tanger-Tétouan-Al Hoceïma (CCIS-TTA) a un besoin permanent en prestations d'entretien et de nettoyage de ses locaux afin d'assurer un environnement de travail sain et agréable, et de soutenir le bon fonctionnement de ses services administratifs.

ARTICLE 29 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations d'entretien et de nettoyage des locaux de la Chambre de Commerce, d'Industrie et de Services de Tanger Tétouan Al Hoceïma consistent à réaliser les prestations suivantes :

1- Les travaux de nettoyage consistent à :**A) Pour les travaux quotidiens :**

- Balayage et nettoyage des sols (bureaux, salles de réunions, salle de formation, couloirs, halls, escaliers, lavabos, salles d'eau) ;
- Epoussetage et essuyage des meubles avec produits spécifiques (fauteuils, canapés, tables, bureaux, armoires, classeurs, postes téléphoniques, sièges)
- Nettoyage, désinfection et désodorisation des sanitaires (faïences, lavabos, sièges, salles d'eau, miroirs)
- Nettoyage des tapis et moquettes par aspirateur ;
- Nettoyage et lavage des portes d'entrée ;
- Dépoussiérage et lustrage des cadres aluminium avec produits spécifiques ;
- Nettoyage et essuyage des parquets, faux planchers et revêtements muraux en bois par des produits spécifiques
- Nettoyage et essuyage des ascenseurs
- Dépoussiérage et essuyage humide des luminaires.
- Nettoyage des cloisons amovibles ; portes vitrées vitrage interne des gardes corps ; nettoyage des fenêtres
- Nettoyage de l'espace extérieur.
- Dégagement et nettoyage des poubelles et broyeurs (destructeurs de papiers)
- Mise à disposition des produits d'entretien nécessaires spécifiques consommables (savon, papier hygiénique désodorisant ...) dans les toilettes
- Une solution antiseptique sera ensuite pulvérisée pour la désinfection et l'absorption des odeurs etc.
- D'assister en cas de déménagements
- Chaque fois que nécessaire : débouchage des WC.

B) Pour les travaux hebdomadaires

A la fin de chaque semaine (tous les samedis) le titulaire doit exécuter les travaux hebdomadaires ci – après :

- Lavage, nettoyage à fond des sols (bureaux, salles de réunions, salle de formation, couloirs, halls, escaliers, lavabos, salles d'eau, restaurant buvette, espace accueil etc...) avec machine auto laveuse avec des détergents bactéricides et lustrage avec machine mono brosse ;
- Balayage et lavage des salles et terrasses ;
- Lustrage avec des produits adéquats des rampes, poignées des portes et articles de signalisation ;
- Nettoyage, astiquage et dépoussiérage des portes ainsi que les plinthes des couloirs et des bureaux ;
- Cirage des portes de bureaux et des éléments en bois avec matériels et produits spécifiques ;
- Lavage des fenêtres en vitre des façades.
- Nettoyage complet du cabinet d'ascenseur
- Nettoyage des moquettes et tapis
- Nettoyage des portraits et tableaux en utilisant des produits appropriés
- Nettoyage balayage et lavage de sous-sols et parking (intérieur et extérieur)
- Désinsectisation et dératisation des sous-sols, des locaux d'archives, buvette locaux techniques

C) Pour les travaux mensuels

A la fin de chaque mois le titulaire doit procéder, à l'aide du matériel spécifique au nettoyage des murs des façades des rideaux extérieurs.

- Nettoyage des fenêtres en entier (vitres, murs rideaux, menuiserie et appuis) avec produits adéquats ;
- Désinsectisation et dératisation des sous-sols, des locaux d'archives, locaux techniques
- Nettoyage à fond des murs, piliers et cloisons, plinthes, tuyauteries et extincteurs ;
- Dépoussiérage à l'aspirateur des meubles et rayonnage dans les locaux des archives etc.
- Dépoussiérage à fond des bibliothèques et livres ;



- Dépoussiérage à l'aspirateur des moquettes des salles de réunions
- Décapage et désinfection à fond des sanitaires ;
- Décapage des sols et murs ;
- Essuyage encadrement extérieur en aluminium des portes et fenêtres ;
- Nettoyage des cours et patios ;
- Nettoyage des rideaux, voilage et stores

NB : Lavage et nettoyage des façades une fois par mois, nécessitant un moyen adéquat en respectant les mesures de sécurité pour l'agent d'exécution et le personnel de l'administration ainsi que les matériels installés autour du bâtiment.

D) Pour les travaux trimestriels

A la fin de chaque trimestre, le titulaire doit exécuter, en plus des travaux hebdomadaires et mensuels, les travaux trimestriels ci –après :

- Astiquage des cuivres, lustres et appliques ;
- Polissage des sols en marbre et granites avec mono brosse.
- Dépoussiérage des surfaces murales ;
- Lavage des rideaux en voile et tissu et des stores ;
- Nettoyage des tapis par injection –extraction ou tous autre procédé (y compris lavage avec des produits appropriés)
- Nettoyage des surfaces vitrées des bâtiments abritant les locaux relevant de la CCISTTA et de leurs façades des entrées principales (une équipe spéciale doit s'en occuper, à la charge du prestataire) ;
- Désinsectisation des bureaux ;
- Désinsectisation et dératisation des sous-sols, des locaux d'archives, locaux techniques et autres.

2- Lieu d'Exécution et le nombre des Agents :

Lesdites prestations couvrent les six (6) sites de la CCISTTA, à savoir :

Désignation des bâtiments	Localité	Nombre d'agents de nettoyage
Siège de la Chambre de Commerce, d'Industrie et de Services de la Région Tanger Tétouan Al Hoceima à Tanger	Angle rue Ibn Taimia et Hariri, Tanger	03
Annexe de la Chambre à Tétouan	sise à Avenue 9 Avril, Tétouan	03
Annexe de la Chambre à Al Hoceima,	sise à rue Union Africaine, Al Hoceima	02
Antenne de la Chambre à Larache,	Complexe AL WAFAE, Larache.	01
Centre d'Affaires pour les Entreprises, Petites Entreprises et Coopératives à Ouazzane	91024 Ouazzane.	01
Incubateur d'Entreprise à Fahs Anjra.	sis à la Plateforme des Jeunes, Ksar Majaz, Fahs Anjra	01
Total		11

ARTICLE 30 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Prestations de nettoyage de l'ensemble (intérieur et extérieur) des bâtiments et locaux de la CCIS TTA selon la fréquence et la description des tâches précisées par le présent marché.

Pour réaliser les prestations objet du présent CPS, le titulaire doit mettre en œuvre au minimum les matériels et les produits suivant :

1) Liste du matériel

- auto-laveuse,
- aspirateur de poussière,
- mono-brosse,
- injecteur-extracteur,
- nettoyeur à vapeur,
- chariots ménage,
- nettoyeur pour façades,
- échafaudage tubulaire,



- balayeuse mécanique,
- appareil de fumigation
- balais,
- escabeaux,
- échelles,
- raclettes,
- tuyaux... et tout autre matériel nécessaire à la bonne exécution des travaux et d'autres équipements nécessaires... ;

Le titulaire ne peut opérer aucune modification dans la composition du matériel affecté à l'exécution du marché sans avoir obtenu au préalable l'accord écrit du Maître d'ouvrage ;

2) Liste des produits et fournitures de nettoyage :

Le titulaire doit fournir trimestriellement à sa charge les produits de nettoyage d'entretien et d'hygiène de qualité. Un état de stock et d'approvisionnement doit être établi chaque trimestre par le titulaire et communiqué au maître d'ouvrage.

- Papier hygiénique (premier choix)
- Boîte à mouchoirs en papier (premier choix)
- Papier absorbant (premier choix)
- Savon liquide à main 200 ml (premier choix)
- Produit liquide pour vaisselle
- Eau de Javel concentrée à 12° (premier choix)
- Désinfectant parfumé concentré (premier choix)
- Produit pour dégraissage des sanitaires (poudre)
- Nettoyant et détartrant pour WC (premier choix)
- Produit spray pour soin et nettoyage du cuir (premier choix)
- Produit pour inox (premier choix)
- Produit nettoyant de marbre (premier choix)
- Produit spray pour nettoyage de tapis et moquette
- Produit concentré pour nettoyage de bois
- Produit pour nettoyage de vitre (premier choix)
- Déboucheur de canalisation liquide (premier choix)
- Produit de débouchage de canalisation solide (premier choix)
- Désodorisant d'atmosphère puissant et parfumé durable pour WC et mauvaises odeurs (premier choix) ...etc.

3) Tenue de travail :

- ❖ Le titulaire s'engage à fournir des uniformes en nombre et en qualité suffisants selon les saisons, devant porter visiblement l'insigne de l'entreprise et ce, pour permettre à ses agents d'avoir une présentation convenable. La tenue de travail doit être régulièrement portée. Aucun agent ne sera admis, s'il n'est pas en tenue de travail approuvée ou s'il présente une tenue négligée.
- ❖ Les agents du prestataire doivent en outre porter des badges permettant leur identification et être équipés de tout autre accessoire jugé nécessaire à la bonne exécution des prestations ;
- ❖ Le personnel de nettoyage doit, dans l'exercice de ses fonctions, être en possession d'une carte professionnelle, délivrée par l'employeur. Cette carte mentionne le nom, prénom et qualité de son détenteur, le nom, la raison sociale et l'adresse de l'employeur et comporte une photographie de l'agent. Aucun agent ne sera admis s'il n'est pas muni de sa carte.

4) Horaire De Travail

Les prestations de nettoyage seront exécutées conformément aux conditions suivantes :

❖ Plage horaire :

Pour les structures fonctionnant selon un horaire administratif normal, les prestations seront assurées :

- **Du lundi au vendredi : de 08h00 à 15h00**
- **Le samedi : de 09h00 à 12h00**



❖ **Durée légale du travail :**

La durée mensuelle de travail est fixée conformément à la législation en vigueur, **soit environ 166 heures par mois.**

❖ **Organisation du travail :**

La répartition des tâches, l'organisation et le fonctionnement de l'équipe de nettoyage seront définis en concertation avec le maître d'ouvrage, sur la base d'un planning de travail préalablement validé par les deux parties.

❖ **Interventions hors horaires :**

Lorsque l'exécution des prestations nécessite des interventions en dehors des horaires et du calendrier de travail normaux, celles-ci seront assurées sans aucune incidence financière.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune augmentation de prix ni à une quelconque indemnité au titre de ces interventions.

ARTICLE 31 : OBLIGATIONS DES PARTIES**1) Obligations du titulaire**

- ❖ Le titulaire s'engage à mobiliser l'ensemble des moyens humains, matériels et produits nécessaires à la bonne exécution des prestations, conformément à son offre.

L'effectif et les moyens proposés constituent un minimum obligatoire. Toute augmentation nécessaire pour assurer la qualité des prestations sera à la charge du titulaire, sans incidence sur les prix du marché.

- ❖ Le titulaire doit veiller à ce que son personnel :
 - soit de bonne moralité et possède les compétences requises ;
 - dispose des aptitudes physiques et professionnelles nécessaires ;
 - présente une tenue correcte et adaptée.
- ❖ Tout agent ne remplissant pas les conditions requises doit être remplacé immédiatement, à la demande du maître d'ouvrage ou de l'initiative du titulaire.
- ❖ Conformément aux dispositions du CCAG-EMO, le maître d'ouvrage se réserve le droit :
 - de contrôler la qualité des prestations ;
 - de refuser ou demander le remplacement de tout agent jugé inapte, sans délai.
- ❖ Le titulaire doit désigner un superviseur chargé :
 - du suivi des équipes ;
 - du respect du planning ;
 - de la coordination avec le maître d'ouvrage.

Personnel affecté

Le titulaire doit mettre à disposition un personnel qualifié, ayant un niveau d'instruction suffisant pour comprendre les consignes de la CCISTTA.

Avant toute affectation ou remplacement, le titulaire doit fournir pour chaque agent :

- une photo d'identité récente ;
- une copie de la CNI ;
- un RIB ;
- un extrait de casier judiciaire ou fiche anthropométrique.

Engagements du personnel

Le personnel du titulaire est tenu de :

- respecter strictement les consignes et instructions de la CCISTTA ;
- observer le secret professionnel absolu ;
- ne pas utiliser les équipements de la CCISTTA ;
- ne pas sortir de matériel ou produits hors des locaux ;
- remettre tout objet trouvé à l'administration ;
- justifier d'une expérience dans le domaine du nettoyage ;
- ne présenter aucun antécédent judiciaire.

Respect de la législation

Le titulaire assume l'entière responsabilité de :



- l'application du droit du travail et des règles de sécurité ;
- la conformité de son activité aux autorisations administratives ;
- le respect des horaires de travail.

Il s'engage à :

- verser un salaire au moins égal au SMIG, au plus tard le 1er de chaque mois ;
- déclarer l'ensemble du personnel à la CNSS ;
- fournir, à la demande, les justificatifs (bordereaux CNSS, attestations AMO).

Responsabilités et assurances

- Le titulaire est responsable de tous les dommages causés par son personnel.
- En cas de vol ou dégradation imputable au prestataire, celui-ci est tenu d'indemniser le maître d'ouvrage à hauteur de la valeur vénale.
- Il doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la continuité du service, quelles que soient les conditions.

N.B

- Le titulaire s'interdit l'usage de produits dangereux pouvant endommager les surfaces.
- Les journées de travail non justifiées ne donnent lieu à aucune rémunération.
- Le paiement des salaires du personnel est indépendant du règlement des décomptes du marché.
- Les salaires doivent être versés obligatoirement par virement bancaire afin d'assurer la traçabilité.
- Toute revalorisation du SMIG s'applique automatiquement sans notification préalable.
- En cas d'absence d'un agent, le titulaire est tenu d'assurer son remplacement immédiat afin de maintenir un effectif constant.

2) Obligations du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage facilite l'accès aux locaux et met à disposition les conditions nécessaires à l'exécution des prestations.

ARTICLE 32 : CONTROLE DES PRESTATIONS

1) Contrôle effectué par le titulaire :

Le Titulaire doit désigner un superviseur, ayant pour mission l'encadrement, l'assistance, la supervision, coordination et le contrôle inopiné des agents de nettoyage, selon les modalités et la fréquence à définir en concertation avec le Maître d'ouvrage.

A ce titre, des réunions de coordination seront tenues à chaque fois qu'il s'avère nécessaire de définir une orientation ou de décider une action ; elles feront l'objet de comptes rendus rédigés par le prestataire et soumis à l'approbation de la CCISTTA.

2) Contrôle effectué par le Maître d'ouvrage :

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'effectuer des contrôles au moment de l'exécution des prestations.

Le prestataire doit fournir aux représentants du maître d'ouvrage, s'ils le demandent tous les renseignements et explications utiles lors de l'exécution des prestations.

En outre, il doit informer le maître d'ouvrage de tout incident ou problème intervenu durant l'accomplissement de sa tâche ainsi que les mesures prises pour y remédier.

Le représentant du maître d'ouvrage supervise le déroulement des prestations, et se réserve le droit de contrôler la présence des agents dans leurs postes. En cas d'absence constatée d'un agent ou plus, une pénalité sera appliquée au titulaire comme prévue dans l'article 22ci-dessus, sans préjudice à l'application des autres mesures coercitives prévues par le CCAG-EMO.



Appel d'offres ouvert national à majoration sur offres de prix n°05/CCISTTA/2026

Appel d'offres ouvert national à majoration en séance publique sur offres de prix passé en application de l'article 8, paragraphe 1 alinéa 1 et paragraphe 3 l'alinéa (a) de l'article 19 et l'alinéa (a) du paragraphe 3 de l'article 20 du décret n° 2-22 431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics..

Objet : «Réalisation des prestations d'entretien et de nettoyage des locaux administratifs au profit de la Chambre de Commerce, d'Industrie et de Services de Tanger Tétouan Al Hoceima « à Tanger, Tétouan, Al Hoceima, Larache, Ouazzane, Fahs Anjra.» en lot unique»

Etablie par :



Vérifié par :



Maitre d'ouvrage :

Chambre de Commerce, d'Industrie et de Services de la Région Tanger Tétouan AL Hoceima



Abdelatif AFAILAL
Maitre d'Ouvrage
Chambre de Commerce, d'Industrie
et de Services de la Région
Tanger - Tetouan - Al Hoceima

**Cachet et signature du concurrent
avec la mention « Lu et accepte »**

